

[Text]

looking at it in any event. I know we sometimes see eye to eye and sometimes we do not; we sometimes see cross-eyed. But seriously, that is part of the potential work plan of the committee—airport management and privatization, consolidation, and some of the problems arising therefrom. I appreciate that the government has to make the decision.

Mr. Crosbie: Well, I would like to see the government make a decision. This has been studied for a long time, but then there is no reason I can see why you should not then have a look and see what is proposed. But I think the government has to—

The Chairman: Make a decision.

Mr. Crosbie: Yes, has to take a position on this.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. I had Mr. Benjamin, but I have Mr. Fulton instead.

Mr. Crosbie: I might mention, by the way, Mr. Chairman, if there is a decision to go ahead there would have to be legislation, so it would be coming here at some point.

Mr. Ouellet: I am serving notice to the Mr. Minister that if there is legislation to sell or disband Air Canada, he will have a tough fight on his hands. It will be nothing compared to Bill C-75.

Mr. Crosbie: There will not be any legislation to disband Air Canada, Mr. Chairman, but there may be legislation to privatize, which is a far different thing.

The Chairman: Agreed. Let us come to that bridge when we meet that brook. Mr. Fulton.

Mr. Fulton: I would like to go to the Ridley Terminals matter. I know the Minister was just recently out in Prince Rupert, and I think he had a chance to go out through the grain and coal facilities. We had rather extensive hearings with Mr. de Belleval and Mr. Huntington and others in January. In response to a question I put to Mr. Huntington, he said the following in terms of a possible Fednav buy-out. He said everybody, and I guess all advisers to the Minister, are saying the put is going to be put, and they are gambling on that, and I along with the directors at CPC think that is a risk that should be thought of again. Then he went on to say that in a worst-case scenario as to tonnage and the survival of the northeast coal infrastructure and the mines there, we could be in a bankruptcy situation.

• 1150

I asked him about your request, Mr. Minister, in regards to having Coopers & Lybrand do another quick study of a worse case scenario. That was requested in December, and I think is now complete. Then I asked Mr. Huntington if he thought the conclusions would be significantly different now. They seem to cover most of the

[Translation]

se peut bien que nous le fassions. Évidemment, nous ne sommes pas toujours sur la même longueur d'onde. Quoi qu'il en soit, le plan de travail préliminaire du comité porte notamment sur la gestion et la privatisation des aéroports et sur les problèmes que l'on peut envisager dans ce contexte. Évidemment, c'est au gouvernement qu'il reviendra de prendre la décision.

M. Crosbie: J'aimerais que le gouvernement prenne la décision. C'est là un projet qui est étudié depuis longtemps, et je ne vois aucune raison pour que votre comité ne participe pas à l'examen. Quoi qu'il en soit, c'est le gouvernement qui devra. . .

Le président: Décider.

M. Crosbie: C'est cela.

Le président: Merci, monsieur le ministre. J'avais M. Benjamin mais je constate que nous avons maintenant M. Fulton.

M. Crosbie: Je pourrais peut-être également préciser que, si le gouvernement décide de privatiser Air Canada, il devra le faire au moyen d'un projet de loi, et que votre comité en sera saisi.

M. Ouellet: Je tiens à prévenir officiellement le Ministre que nous nous battons avec résolution contre tout projet de loi destiné à vendre ou à disperser les actifs d'Air Canada. En comparaison, le bill C-75 aura été une partie de plaisir.

M. Crosbie: Il n'y aura aucun projet de loi destiné à disperser les actifs d'Air Canada, monsieur le président. Il y aura peut-être un projet de loi destiné à privatiser la société, et c'est là quelque chose de complètement différent.

Le président: D'accord. Nous en discuterons lorsque le moment sera venu. Monsieur Fulton.

M. Fulton: Je voudrais aborder la question des terminaux de Ridley. Je sais que le Ministre se trouvait récemment à Prince Rupert, où il a eu la possibilité de visiter les équipements de manutention des céréales et du charbon. En outre, au mois de janvier, nous avons longuement entendu M. de Belleval et M. Huntington, entre autres. En réponse à une question que je lui posais au sujet d'un rachat éventuel de Fednav, M. Huntington m'avait dit que tout le monde, et je suppose qu'il s'agissait là de tous les conseillers du Ministre, était prêt à parier sur ce projet, alors que lui-même et les administrateurs de Ports Canada estimaient qu'il y avait là certains risques qu'il convenait d'examiner sérieusement. Il a ensuite déclaré que, dans le pire scénario que l'on puisse envisager en matière de transport du charbon du Nord-Est, nous pourrions rapidement aboutir à la faillite.

Je lui ai fait part de votre demande, monsieur le ministre, portant sur une analyse rapide du pire scénario par la société Coopers & Lybrand. Puisque la demande avait été formulée en décembre, je suppose que l'analyse est maintenant terminée. J'ai donc demandé à M. Huntington s'il pensait que les conclusions seraient